

PUBLICATION

Comportements de paiement des structures publiques et privées en France et en Europe

1^{er} semestre 2026



PANORAMA GÉNÉRAL

Retards de paiement des entreprises en Europe au 1^{er} semestre 2026

Retards de paiement : après deux années difficiles, la France retrouve son meilleur niveau depuis trois ans

- Les retards de paiement des établissements privés ou publics français reculent (12,3 jours contre 14,1 jours un an plus tôt).
- Près d'une entreprise sur deux paie ses fournisseurs à l'heure (49,7 %).
- La part des retards les plus sévères, supérieurs à 30 jours, tombe à 7,5 %.
- Les délais moyens dans le privé approchent les 12 jours, tandis que ceux du public sont au-dessus (14 jours).
- Le recul des retards de paiement est porté par les TPE (11,7 jours) et les PME de 10 à 49 salariés (11,1 jours).
- En Europe, les Pays-Bas, l'Allemagne et la Belgique sont sur le podium des bons payeurs. Le Portugal est un des plus mauvais payeurs (23,3 jours).

Après une dégradation continue observée en 2024 puis amplifiée en 2025, les comportements de paiement des entreprises françaises se redressent nettement au deuxième trimestre 2026. Près d'une entreprise sur deux (49,7 %) règle désormais ses fournisseurs à l'échéance, contre 45,2 % un an plus tôt. Avec un retard moyen désormais réduit à 12,3 jours, la France fait mieux que la moyenne européenne (13,1 jours). La France renoue ainsi avec son meilleur niveau depuis trois ans et efface progressivement la détérioration enregistrée depuis la fin de 2023. Cependant, de fortes disparités demeurent selon la taille des entreprises et les secteurs d'activité.



Paris, le 15 septembre 2026

Le groupe Altaires, expert de la data d'entreprise dévoile aujourd'hui le panorama des retards de paiement en Europe et en France des organisations privées et publiques au 1^{er} semestre 2026.

Thierry Millon, directeur des études Altaires :

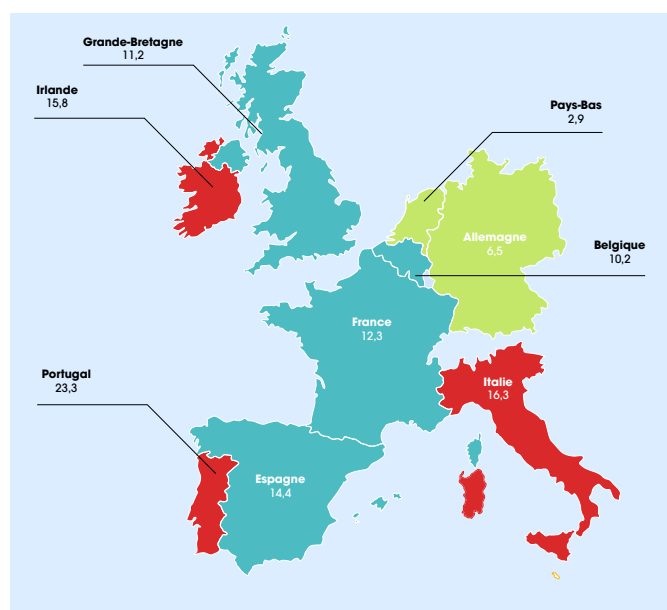
« Le printemps 2026 pourrait marquer le retour à une discipline de paiement plus vertueuse. Après deux années de dérive, les entreprises françaises retrouvent leur meilleur niveau depuis trois ans et se situent à nouveau sous la moyenne européenne. Cette amélioration intervient dans un contexte favorable où les préparatifs liés à la facturation électronique conduisent les organisations à moderniser leurs processus et à renforcer la qualité de leurs données. Elle reflète aussi l'effet d'un cadre réglementaire plus ferme à l'égard des mauvais payeurs. Plus globalement, ce redressement traduit l'ancrage progressif d'une conviction désormais partagée : la ponctualité des règlements n'est plus seulement une question de trésorerie, mais un enjeu de compétitivité, de confiance économique et de conformité. »

Avec 12,3 jours de retard en moyenne, la France fait désormais mieux que la moyenne européenne

À l'échelle du continent, le retard moyen recule à 13,1 jours, contre 14 jours un an plus tôt.

Les entreprises européennes réduisent progressivement leurs retards les plus importants mais peinent encore à généraliser le paiement à l'heure : une société sur deux continue de régler ses fournisseurs après l'échéance.

Carte des comportements de paiement des structures publiques et privées en Europe au 2^e trimestre 2026



La **France** fait désormais mieux que la moyenne européenne sur les principaux indicateurs, avec notamment 12,3 jours de retard moyen. La part des retards supérieurs à 30 jours, limitée à 7,5 %, est également plus favorable que celle observée en Europe (8,8 %). Cette performance replace la France parmi les pays les mieux orientés du continent ; une trajectoire qui apparaît comme l'une des plus favorables observées en Europe depuis un an.

Les écarts restent néanmoins importants entre partenaires européens. Les **Pays-Bas** demeurent la référence absolue avec 82,7 % d'entreprises payant sans retard et un retard moyen limité à 2,9 jours. L'**Allemagne** conserve également une position solide avec 64,1 % de paiements à l'heure et un retard moyen de seulement 6,5 jours. La **Belgique** contient un retard moyen à 10,2 jours, tandis que le **Royaume-Uni** poursuit son amélioration avec un retard revenu à 11,2 jours et plus de six entreprises sur dix payant à l'heure.

À l'inverse, plusieurs économies demeurent plus fragiles. Le **Portugal** reste le pays le plus exposé avec un retard moyen de 23,3 jours et seulement 21,2 % d'entreprises réglant leurs fournisseurs à échéance. L'**Italie** peine à améliorer ses performances et conserve un retard moyen de 16,3 jours.

L'**Espagne** voit même son retard moyen repasser au-dessus de 14 jours en 2026, malgré une stabilisation des retards les plus sévères. L'**Irlande** enregistre la dégradation la plus marquée : le retard moyen y atteint 15,8 jours contre 12,7 jours un an plus tôt ; près de 12 % des entreprises accusent désormais des retards supérieurs à 30 jours.

Thierry Millon, Directeur des études Altares : « L'Europe efface progressivement les retards les plus sévères, sans pour autant enregistrer davantage de paiements à l'échéance. Dans un environnement économique encore incertain, cette nuance est essentielle : les comportements de paiement s'assainissent, mais restent un point de vigilance majeur pour les trésoreries des entreprises. »

En France, les TPE et PME portent le redressement, tandis que les grandes organisations affichent des délais plus longs

L'amélioration des comportements de paiement concerne l'ensemble du tissu économique mais les écarts restent marqués selon la taille des entreprises. Les grandes structures continuent d'afficher les retards les plus élevés, reportant une partie de la pression financière sur leurs fournisseurs, une réalité observée de longue date.

Cette trajectoire repose d'abord sur les plus petites structures. Les **TPE de 1 à 9 salariés** ramènent leur retard moyen à **11,7 jours**, après un gain de près de deux jours sur un an. Les **PME de 10 à 49 salariés** affichent un meilleur résultat encore avec seulement 11,1 jours de retard moyen, contre 13 jours un an auparavant. Malgré des trésoreries souvent plus fragiles, ces entreprises apparaissent aujourd'hui comme les plus rigoureuses dans le respect de leurs échéances fournisseurs.

À l'inverse, le fossé demeure important avec les grandes organisations. En dépit d'une baisse continue depuis leur niveau le plus haut à 14,4 jours au printemps 2025, le retard moyen de paiement (**13,4 jours**) des structures de **50 à 249 salariés** est encore nettement au-dessus des valeurs des printemps 2023 et 2024. Les entreprises de **250 à 999 salariés** affichent un retard moyen de **15,3 jours**, tandis que les sociétés de plus de 1 000 salariés accusent **19,6 jours** de retard, un niveau encore élevé. Même avec cette réduction des délais de règlement, l'écart avec les **petites entreprises avoisine encore huit jours**.

Le secteur public progresse mais paye toujours avec plus de retard que le privé

Le redressement des délais de paiement concerne également le secteur public. Toutefois, avec un retard moyen de 14 jours, les administrations et organismes publics continuent de payer avec plus de reports que le secteur privé, revenu sous les 12 jours. Derrière cette moyenne se cachent des situations très contrastées.

Le **secteur privé** retrouve globalement des niveaux proches de ceux observés avant la dégradation de 2025. Sous 12 jours début 2024, les retards de paiement des entreprises s'envolaient au-delà de 13 jours dès la fin de l'année sans parvenir à redescendre sous ce seuil avant la fin 2025. **La tendance positive s'est accélérée en 2026** avec un retard moyen repassant nettement sous 12 jours au cours du deuxième trimestre (11,7 jours).

Dans le détail, les sociétés commerciales signent une belle performance, repassant sous 11,6 jours, même en dépit de tensions chez les sociétés HLM. Les entrepreneurs individuels s'inscrivent aussi dans une tendance positive avec un seuil de 11,6 jours, sans pour autant masquer les difficultés des professions libérales et exploitants agricoles. Du côté des associations, l'évolution est moins marquée : sous 11 jours en 2023 puis 12 en 2024, le retard moyen avait approché 14 jours au printemps 2025. Il est désormais retombé légèrement au-dessus de 13 jours, avec de fortes tensions qui persistent dans les associations sportives ou culturelles.

Le **secteur public** améliore aussi ses performances mais conserve un retard moyen de **14 jours**, soit plus de **2 jours au-dessus du secteur privé**.

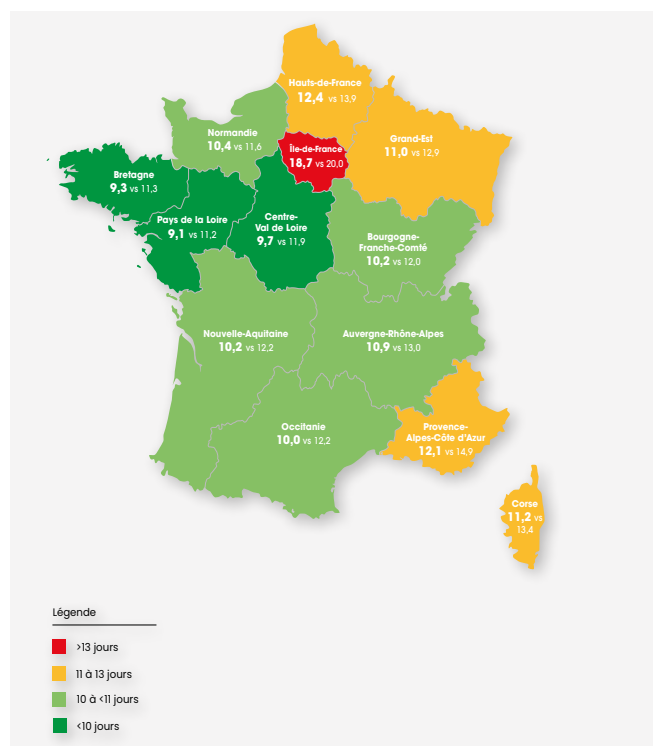
En forte dégradation en 2025, le retard de paiement s'est stabilisé aux environs de 14,7 jours tout au long de l'année. En 2026, la situation est mieux orientée, sans toutefois repasser sous la barre des 14 jours. Dans le détail, les délais les plus importants concernent particulièrement les hôpitaux, qui règlent leurs factures avec plus de 24 jours de retard après le délai de règlement maximum, fixé à 50 jours pour les établissements de santé.

Les établissements publics à caractère industriel ou commercial (EPIC) amorcent un redressement sensible en 2026, retombant légèrement sous 15 jours de retard au cours du deuxième trimestre, pour gagner 2 jours en un an. Bons élèves du secteur public, les collectivités territoriales limitent leur retard moyen à 12,7 jours, proche de la moyenne nationale. Néanmoins, elles sont à leur tour rattrapées par les effets de taille : si certaines collectivités, généralement les plus petites, parviennent à payer leurs fournisseurs à l'heure, d'autres s'écartent nettement de la moyenne.

Le redressement gagne l'ensemble du territoire métropolitain

L'amélioration des comportements de paiement se confirme dans toutes les régions métropolitaines. Si les écarts territoriaux demeurent marqués, la plupart des régions convergent désormais vers un niveau de retard compris entre 10 et 11 jours, tandis que l'Île-de-France et les territoires ultramarins restent à des niveaux nettement plus élevés, proches de 19 jours.

Carte des comportements de paiement des structures publiques et privées françaises en région au 2^e trimestre 2026.



Les **Pays de la Loire** enregistrent la meilleure performance avec **9,1 jours de retard**, devant la **Bretagne (9,3 jours)** et le **Centre-Val de Loire (9,7 jours)**. Ces trois régions passent désormais sous le seuil symbolique des dix jours. L'**Occitanie**, la **Nouvelle-Aquitaine**, la **Bourgogne-Franche-Comté** et la **Normandie**, toutes situées sous les 10,5 jours, sont proches du groupe de tête.

À un niveau légèrement supérieur, **Auvergne-Rhône-Alpes**, le **Grand Est** et la **Corse** reviennent autour de 11 jours de retard. La **Provence-Alpes-Côte d'Azur** et les **Hauts-de-France** restent au-dessus du seuil des 12 jours, mais leur trajectoire est encourageante. La région PACA se distingue notamment par le redressement le plus rapide observé sur un an, avec une réduction de près de trois jours de retard.

En raison de son poids économique, l'**Île-de-France** exerce une influence significative sur la moyenne nationale. Après avoir franchi le seuil des 20 jours au deuxième trimestre 2025, elle repasse sous les 19 jours pour s'établir à **18,7 jours**. Malgré une situation légèrement mieux orientée, la région francilienne demeure de très loin la moins vertueuse de l'ensemble des régions métropolitaines.

L'**Outre-mer** constitue la seule exception à cette dynamique de redressement. Avec **18,7 jours de retard**, soit un niveau équivalent à celui observé en Île-de-France, les territoires ultramarins ne bénéficient pas de la trajectoire favorable constatée ailleurs. Leur situation se dégrade sur un an, avec un retard supérieur de près de **trois jours** à celui enregistré au deuxième trimestre 2025.

La construction, le commerce et l'industrie figurent parmi les meilleurs élèves

Si certains secteurs retrouvent une meilleure discipline de paiement, les écarts restent parfois très marqués d'une activité à l'autre. Ces écarts peuvent atteindre trois à quatre semaines entre les activités les plus vertueuses et celles les plus en difficulté, illustrant des réalités économiques très différentes selon les branches.



CONSTRUCTION

Les différences restent marquées selon les secteurs d'activité. La **construction** confirme sa place parmi les activités les plus vertueuses de l'économie française. Les entreprises du **bâtiment** limitent leurs retards à 8 jours en moyenne tandis que les **travaux publics** repassent sous le seuil des 12 jours. Seule la **promotion immobilière** demeure en fort décalage avec près de 26 jours de retard moyen.



COMMERCE

Les acteurs du **commerce et de la réparation automobile** figurent parmi les secteurs les plus vertueux avec seulement 10,2 jours de retard moyen, une performance tirée par les garagistes.

La plupart des activités du commerce de détail adoptent de meilleures habitudes de paiement. Les enseignes de **sport et loisirs** ramènent leur retard moyen à seulement 7,4 jours, tandis que le **bricolage-équipement du foyer** descend à 8,5 jours. Le **commerce alimentaire** revient à 11,4 jours et **l'habillement** à 13 jours, en nette amélioration.

Dans le commerce interentreprises, la branche textile-habillement butte encore sur le seuil des 18 jours, tandis que les activités de **machines & équipements** et les **matériaux de construction** destinées à l'industrie et la construction contiennent leurs retards proches de 10 jours.



INDUSTRIE

Dans **l'industrie manufacturière**, les retards sont globalement contenus. Plusieurs branches restent sous le seuil des 10 jours, notamment le **bois et matériaux de construction** (8,8 jours), la **réparation-maintenance** (9,1 jours), les **machines et équipements** (9,4 jours) ou encore la **métallurgie-mécanique** (9,8 jours).



SERVICE AUX ENTREPRISES

Dans les **services aux entreprises**, plusieurs activités affichent des retards particulièrement élevés. C'est notamment le cas de la **sécurité** avec 26,9 jours de retard moyen, des activités de **production de films** ou de sons (23 jours), ou de **diffusion de programmes** (22 jours). Les comportements de paiement s'améliorent dans les activités du **voyage** mais le retard moyen est encore au-delà de 17 jours. Le secteur du numérique reste également au-dessus de la moyenne nationale : les **éditeurs de logiciels** affichent un retard moyen de 17,9 jours et les **services informatiques** de 15,5 jours.



TRANSPORTS

Dans les **transports**, le **transport routier de marchandises** connaît une amélioration régulière de ses comportements de paiement depuis plus d'un an. Après avoir dépassé 17 jours en début d'année 2025, le retard moyen retombe sous 15 jours désormais à 14,5 jours. Le **transport de voyageurs**, était dans une situation encore plus dégradée en 2025 avec près de 20 jours de retard jusqu'en été. En 2026, les comportements de paiement se redressent rapidement et reviennent eux-aussi sous 15 jours (14,4 jours).



HÉBERGEMENT – RESTAURATION

Longtemps parmi les secteurs les plus en difficulté, **l'hébergement-restauration** confirme sa trajectoire positive. Les retards de paiement dans la **restauration** reculent très rapidement mais demeurent encore proches de 16 jours (15,8 jours). Les **débts de boissons** et **l'hébergement** retombent légèrement au-dessus de 11 jours. Cette évolution traduit le retour progressif à des conditions d'exploitation parfois encore très compliquées mais globalement plus favorables, après plusieurs années particulièrement difficiles pour ces professions.



SERVICES AUX PARTICULIERS

Les **services aux particuliers** affichent des évolutions remarquables. En particulier dans les activités de coiffure, soins de beauté et bien-être, qui affichaient encore environ 25 jours de retard en 2025 jusqu'en été avant de redescendre à 15,2 jours au deuxième trimestre 2026. Les activités de réparation, à 8,8 jours, comptent parmi les meilleurs résultats de l'économie française.



AGRICULTURE

Le **monde agricole** reste sous surveillance. Les activités **d'élevage** ne parviennent pas à redescendre sous des retards de 13 jours depuis 2025 mais les activités de **culture** sont plus en peine encore avec des retards supérieurs à 14 jours. Cette fragilité s'inscrit dans un contexte de pression durable sur les revenus agricoles et les trésoreries d'exploitation.



SANTÉ

Parmi les autres activités, celles de la **santé humaine** ont réduit les retards de paiement fournisseurs de trois jours sur un an mais, à 15,1 jours, elles restent nettement au-dessus de la moyenne nationale. **L'action sociale** suit une trajectoire similaire avec des reports de règlement redescendus à 13,4 jours, après avoir dépassé 16 jours en 2025.

Les **activités culturelles**, qui se situaient au-delà de 17 jours de retard depuis début 2025, reviennent un peu au-dessus de 16 jours au deuxième trimestre 2026.

L'enseignement réduit ses retards à 13,5 jours au deuxième trimestre 2026, après avoir approché 16 jours un an plus tôt. La tendance est clairement orientée à la baisse mais le secteur reste encore au-dessus de ses valeurs 2023.

Thierry Millon conclut :

« Le redressement observé ne doit pas conduire à relâcher l'attention pour autant. À plus de 12 jours, le retard moyen reste éloigné des performances observées avant la crise sanitaire, lorsqu'il était tombé sous 11 jours en 2018. Dans un contexte où les perspectives économiques demeurent fragiles, entre tensions commerciales, instabilité géopolitique et défaillances d'entreprises toujours à des niveaux élevés (plus de 71 700 à fin août), la capacité à inscrire cette amélioration dans la durée constituera le véritable test de résilience du tissu économique français. »

SOMMAIRE

Comportements de paiement des structures publiques et privées en France et en Europe

1. Les comportements de paiement des structures publiques et privées en Europe

- **Les comportements de paiement des structures publiques et privées en Europe** (Royaume-Uni, Irlande, Allemagne, France, Belgique, Pays-Bas, Italie, Espagne, Portugal) par tranche de retard
- **Comparaison des délais moyens de règlement** en Europe au 2^{ème} trimestre 2026
- **Carte des comportements de paiement des structures publiques et privées** en Europe au 2^{ème} trimestre 2026
- **Courbes France / Europe de l'évolution des retards de paiement** des structures publiques et privées depuis 10 ans
- **Comparaison France / Europe des délais moyens de règlement** des structures publiques et privées par secteur d'activité

2. Les comportements de paiement des structures publiques et privées en France

- **Les comportements de paiement des structures publiques et privées** françaises par région
- **Carte des comportements de paiement** des structures publiques et privées françaises en région au 2^{ème} trimestre 2026
- **Les comportements de paiement des structures publiques et privées** françaises par taille
- **Les comportements de paiement des structures privées** françaises par activité
- **Top 5 et Flop 5 des comportements de paiement** des structures privées françaises par activité au 2^{ème} trimestre 2026
- **Retards de paiement par catégorie juridique** secteur privé et secteur public

3. Annexes

- **Notes méthodologiques**
- **Secteurs d'activité analysés et codes NAF associés**

PARTIE 1

Les comportements de paiement des structures publiques et privées Europe

Comportements de paiement des structures publiques et privées en Europe par tranche de retard



Europe

EUROPE % d'entreprises réglant leurs fournisseurs	T1 2023	T2 2023	T3 2023	T4 2023	T1 2024	T2 2024	T3 2024	T4 2024	T1 2025	T2 2025	T3 2025	T4 2025	T1 2026	T2 2026
Sans retard	49,0%	49,9%	49,7%	49,7%	50,4%	50,5%	50,6%	50,2%	50,1%	50,4%	49,7%	50,3%	50,1%	50,0%
En retard de moins de 30 jours	42,8%	41,6%	41,5%	41,5%	40,9%	40,5%	40,7%	41,0%	40,8%	40,3%	41,0%	40,9%	40,8%	41,2%
En retard d'au moins 30 jours	8,3%	8,5%	8,8%	8,7%	8,7%	9,0%	8,7%	8,8%	9,1%	9,3%	9,3%	9,1%	9,0%	8,8%
Retard de paiement global (moyenne en jours dont paiements effectués sans retard)	12,9	13,0	13,3	13,3	13,2	13,5	13,2	13,4	13,8	14,0	13,6	13,3	13,3	13,1



France

% d'entreprises réglant leurs fournisseurs	T1 2023	T2 2023	T3 2023	T4 2023	T1 2024	T2 2024	T3 2024	T4 2024	T1 2025	T2 2025	T3 2025	T4 2025	T1 2026	T2 2026
Sans retard	47,4%	49,3%	49,2%	48,3%	48,1%	48,7%	47,8%	46,2%	43,8%	45,2%	44,8%	47,0%	48,8%	49,7%
En retard de moins de 30 jours	45,3%	43,0%	42,8%	43,4%	43,6%	42,7%	43,4%	44,7%	46,8%	45,5%	46,1%	44,4%	42,9%	42,9%
En retard d'au moins 30 jours	7,3%	7,6%	8,0%	8,3%	8,3%	8,6%	8,8%	9,1%	9,4%	9,3%	9,1%	8,6%	8,3%	7,5%
Retard de paiement global (moyenne en jours dont paiements effectués sans retard)	11,8	12,0	12,3	12,6	12,5	12,9	13,0	13,6	14,0	14,1	13,9	13,4	13,1	12,3



Allemagne

% d'entreprises réglant leurs fournisseurs	T1 2023	T2 2023	T3 2023	T4 2023	T1 2024	T2 2024	T3 2024	T4 2024	T1 2025	T2 2025	T3 2025	T4 2025	T1 2026	T2 2026
Sans retard	63,0%	62,4%	62,9%	63,3%	62,4%	60,5%	60,9%	61,1%	61,4%	61,1%	60,8%	62,3%	64,2%	64,1%
En retard de moins de 30 jours	34,9%	35,2%	34,7%	34,4%	35,3%	36,7%	36,5%	36,2%	36,1%	36,2%	35,4%	33,4%	32,0%	32,6%
En retard d'au moins 30 jours	2,1%	2,3%	2,3%	2,3%	2,3%	2,8%	2,6%	2,7%	2,5%	2,7%	3,7%	4,3%	3,7%	3,4%
Retard de paiement global (moyenne en jours dont paiements effectués sans retard)	5,9	6,2	6,0	6,0	6,1	6,6	6,5	6,6	6,4	6,6	7,3	7,6	6,9	6,5



Belgique

% d'entreprises réglant leurs fournisseurs	T1 2023	T2 2023	T3 2023	T4 2023	T1 2024	T2 2024	T3 2024	T4 2024	T1 2025	T2 2025	T3 2025	T4 2025	T1 2026	T2 2026
Sans retard	49,0%	46,7%	43,8%	44,0%	44,8%	43,4%	40,5%	40,2%	47,5%	46,5%	46,8%	47,1%	47,3%	48,5%
En retard de moins de 30 jours	45,0%	46,9%	49,3%	48,9%	48,2%	49,8%	52,7%	53,0%	46,4%	47,1%	47,1%	47,2%	47,1%	46,1%
En retard d'au moins 30 jours	6,0%	6,4%	6,9%	7,1%	7,0%	6,8%	6,8%	6,8%	6,1%	6,4%	6,1%	5,7%	5,6%	5,4%
Retard de paiement global (moyenne en jours dont paiements effectués sans retard)	10,8	11,4	12,2	12,4	12,3	12,3	12,7	12,7	11,4	11,7	11,0	10,6	10,4	10,2



Espagne

% d'entreprises réglant leurs fournisseurs	T1 2023	T2 2023	T3 2023	T4 2023	T1 2024	T2 2024	T3 2024	T4 2024	T1 2025	T2 2025	T3 2025	T4 2025	T1 2026	T2 2026
Sans retard	43,9%	44,3%	44,4%	46,0%	44,3%	45,2%	43,3%	44,3%	44,2%	45,3%	45,6%	45,9%	43,9%	43,3%
En retard de moins de 30 jours	46,5%	46,2%	46,3%	44,7%	46,1%	45,1%	47,1%	46,0%	46,2%	45,6%	45,8%	45,9%	47,8%	48,5%
En retard d'au moins 30 jours	9,6%	9,5%	9,3%	9,3%	9,7%	9,7%	9,6%	9,7%	9,7%	9,1%	8,6%	8,2%	8,3%	8,2%
Retard de paiement global (moyenne en jours dont paiements effectués sans retard)	15,5	15,1	14,9	14,7	15,3	15,3	15,4	15,6	15,7	14,9	14,3	14,0	14,4	14,4



Irlande

% d'entreprises réglant leurs fournisseurs	T1 2023	T2 2023	T3 2023	T4 2023	T1 2024	T2 2024	T3 2024	T4 2024	T1 2025	T2 2025	T3 2025	T4 2025	T1 2026	T2 2026
Sans retard	37,0%	38,7%	39,4%	43,2%	45,2%	51,3%	57,7%	58,3%	56,1%	54,3%	47,8%	46,3%	46,2%	44,1%
En retard de moins de 30 jours	53,3%	52,2%	52,7%	49,8%	46,5%	40,6%	34,2%	33,9%	35,6%	37,0%	41,8%	42,5%	42,2%	44,2%
En retard d'au moins 30 jours	9,7%	9,1%	8,0%	7,0%	8,2%	8,1%	8,2%	7,8%	8,3%	8,7%	10,4%	11,2%	11,6%	11,7%
Retard de paiement global (moyenne en jours dont paiements effectués sans retard)	14,5	13,9	13,0	11,9	12,8	12,2	11,8	11,6	12,2	12,7	14,2	14,9	15,2	15,8



Italie

% d'entreprises réglant leurs fournisseurs	T1 2023	T2 2023	T3 2023	T4 2023	T1 2024	T2 2024	T3 2024	T4 2024	T1 2025	T2 2025	T3 2025	T4 2025	T1 2026	T2 2026
Sans retard	41,0%	41,5%	41,6%	41,2%	40,8%	40,8%	41,1%	41,2%	40,4%	40,6%	39,8%	39,1%	38,8%	38,2%
En retard de moins de 30 jours	47,3%	46,7%	46,7%	47,1%	47,3%	47,2%	47,6%	47,4%	48,1%	47,7%	48,8%	49,3%	49,7%	50,5%
En retard d'au moins 30 jours	11,7%	11,8%	11,7%	11,7%	11,9%	11,9%	11,3%	11,4%	11,5%	11,7%	11,5%	11,6%	11,5%	11,4%
Retard de paiement global (moyenne en jours dont paiements effectués sans retard)	16,1	16,9	16,8	16,9	17,1	17,1	16,5	16,5	16,8	17,0	16,2	16,3	16,2	16,3



Pays-Bas

% d'entreprises réglant leurs fournisseurs	T1 2023	T2 2023	T3 2023	T4 2023	T1 2024	T2 2024	T3 2024	T4 2024	T1 2025	T2 2025	T3 2025	T4 2025	T1 2026	T2 2026
Sans retard	75,4%	76,7%	76,4%	76,6%	80,0%	80,0%	80,5%	80,3%	82,7%	81,6%	83,2%	82,9%	82,5%	82,7%
En retard de moins de 30 jours	22,6%	21,5%	21,8%	21,6%	18,6%	18,6%	18,2%	18,4%	16,0%	17,0%	15,5%	15,9%	16,3%	16,0%
En retard d'au moins 30 jours	2,1%	1,9%	1,8%	1,8%	1,4%	1,4%	1,3%	1,3%	1,3%	1,3%	1,2%	1,2%	1,3%	1,2%
Retard de paiement global (moyenne en jours dont paiements effectués sans retard)	4,4	4,1	4,1	4,0	3,4	3,3	3,2	3,2	2,9	3,1	2,8	2,9	2,9	2,9



Portugal

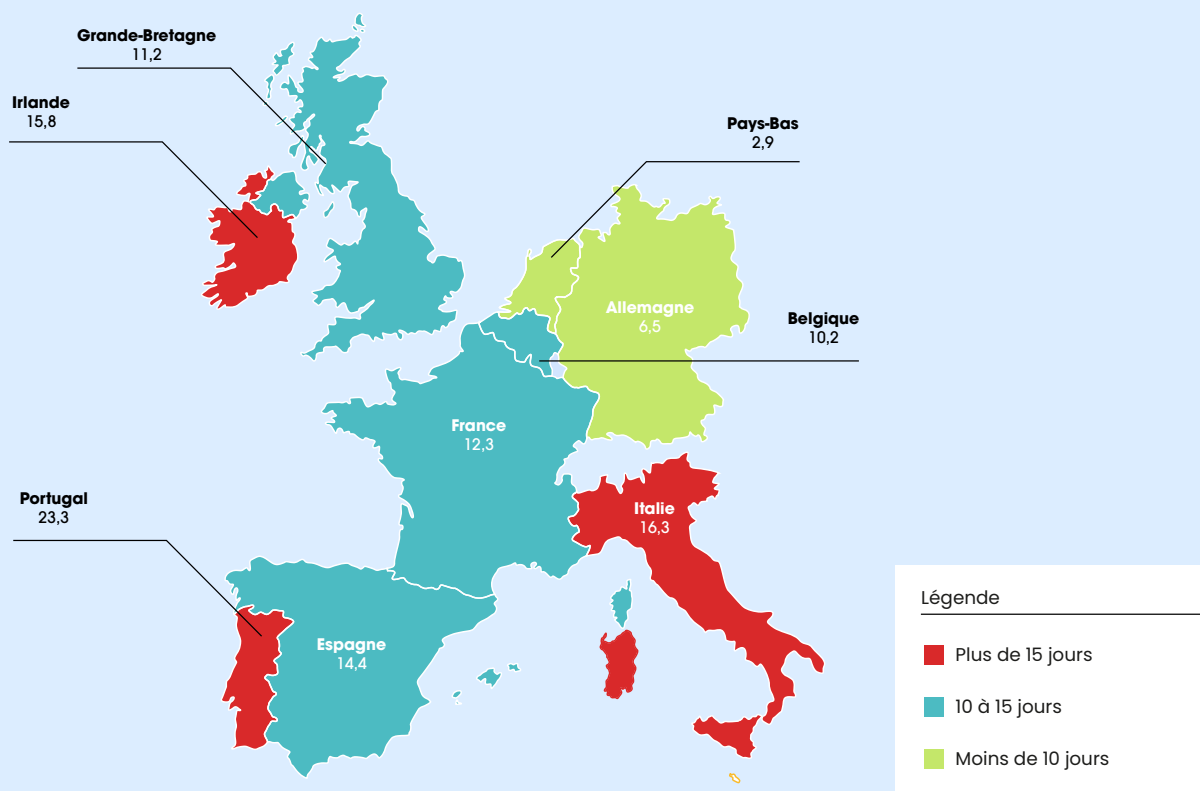
% d'entreprises réglant leurs fournisseurs	T1 2023	T2 2023	T3 2023	T4 2023	T1 2024	T2 2024	T3 2024	T4 2024	T1 2025	T2 2025	T3 2025	T4 2025	T1 2026	T2 2026
Sans retard	20,8%	20,1%	19,7%	19,2%	19,3%	18,9%	17,7%	18,6%	20,9%	20,3%	21,2%	20,8%	20,8%	21,2%
En retard de moins de 30 jours	63,6%	64,6%	65,1%	65,7%	65,4%	65,5%	66,2%	65,9%	63,2%	63,4%	62,8%	63,0%	62,8%	62,7%
En retard d'au moins 30 jours	15,6%	15,2%	15,2%	15,1%	15,4%	15,5%	16,1%	15,4%	15,9%	16,3%	15,9%	16,1%	16,3%	16,0%
Retard de paiement global (moyenne en jours dont paiements effectués sans retard)	24,3	24,0	24,0	23,9	24,1	24,3	24,8	24,0	24,2	24,5	23,3	23,4	23,6	23,3



Royaume-Uni

% d'entreprises réglant leurs fournisseurs	T1 2023	T2 2023	T3 2023	T4 2023	T1 2024	T2 2024	T3 2024	T4 2024	T1 2025	T2 2025	T3 2025	T4 2025	T1 2026	T2 2026
Sans retard	44,1%	49,4%	50,1%	51,5%	53,8%	56,6%	57,6%	58,6%	58,3%	57,5%	59,5%	60,0%	59,1%	60,2%
En retard de moins de 30 jours	46,7%	41,5%	40,9%	39,7%	37,5%	35,1%	34,5%	33,9%	33,6%	34,0%	32,6%	32,1%	32,8%	32,0%
En retard d'au moins 30 jours	9,2%	9,2%	9,0%	8,8%	8,7%	8,3%	7,9%	7,4%	8,1%	8,5%	7,9%	7,9%	8,1%	7,8%
Retard de paiement global (moyenne en jours dont paiements effectués sans retard)	14,5	13,8	13,6	13,2	12,8	12,2	11,7	11,2	12,3	12,9	11,5	11,3	11,6	11,2

Carte des comportements de paiement des structures publiques et privées en Europe au 2^e trimestre 2026



Comparaison des délais moyens de règlement en Europe au 2^e trimestre 2026

Allemagne



Belgique



Espagne



France



Irlande



Italie



Pays-Bas



Portugal



Royaume-Uni



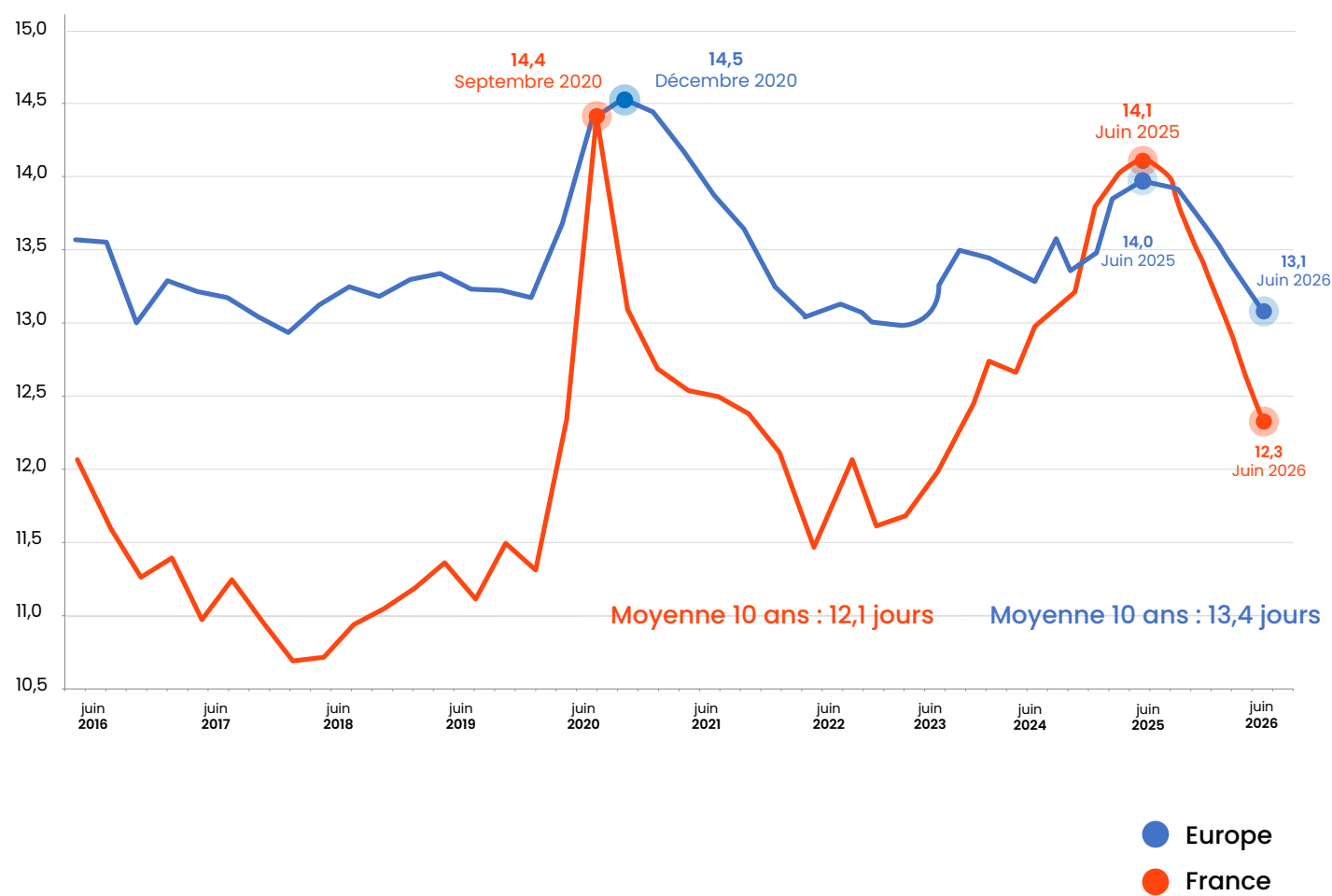
- Délais de règlement contractuels (jours)
- Retards de paiement (jours)

A noter

Les délais contractuels de règlement sont les tranches de délais théoriques habituellement constatés.

En pratique, les délais de paiement moyens hors retards se situent généralement au-delà de 70 jours au sud de l'Europe et à 30 - 60 jours dans les autres pays.

Comparaison France / Europe de l'évolution des retards de paiement des structures publiques et privées depuis 10 ans



Comparaison France / Europe des délais moyens de règlement des structures publiques et privées par secteur d'activité

Activité	2024		2025		1 ^{er} semestre 2026	
	Europe	France	Europe	France	Europe	France
Agriculture	12,9	12,9	13,3	14,0	13,2	13,9
Bâtiment	11,3	9,4	11,6	8,5	11,5	8,2
Détail	16,7	12,4	17,3	13,8	17,0	11,3
Gros	11,9	11,5	12,3	12,9	12,2	12,0
Immobilier	16,2	20,9	15,6	24,4	15,4	21,9
Industrie	11,5	10,7	11,8	11,4	11,7	10,7
Services	11,9	14,8	12,3	19,0	12,0	15,3
Transport & logistique	13,5	16,0	13,8	17,2	13,5	14,7
Ensemble	13,3	13,0	13,5	13,6	13,3	12,7

PARTIE 2

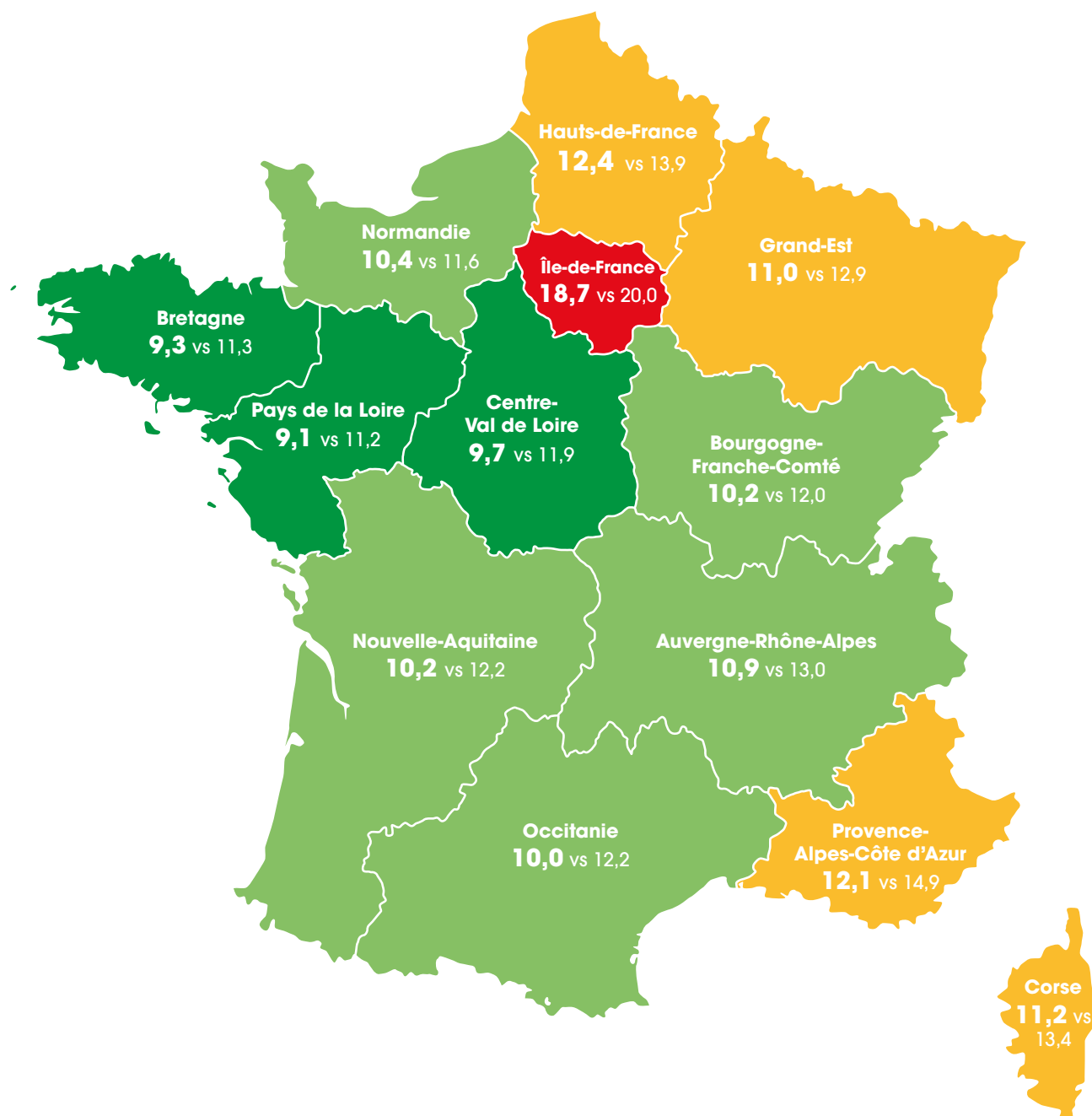
Les comportements de paiement des structures publiques et privées

France

Les comportements de paiement des structures publiques et privées françaises par région

France	T1 2023	T2 2023	T3 2023	T4 2023	T1 2024	T2 2024	T3 2024	T4 2024	T1 2025	T2 2025	T3 2025	T4 2025	T1 2026	T2 2026
AUVERGNE-RHONE-ALPES	10,3	10,5	10,6	10,9	10,8	11,2	11,4	12,2	12,9	13,0	12,6	12,2	11,7	10,9
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE	10,0	10,0	10,1	10,3	10,1	10,2	10,4	11,0	11,6	12,0	11,7	11,3	10,8	10,2
BRETAGNE	8,8	8,9	10,1	10,8	10,7	10,8	10,9	11,3	11,6	11,3	11,3	10,6	10,1	9,3
CENTRE-VAL DE LOIRE	10,3	10,2	10,4	10,7	10,4	10,5	10,6	11,3	11,6	11,9	12,1	11,0	10,4	9,7
CORSE	12,9	13,4	13,9	13,9	13,3	13,1	13,4	14,0	13,6	13,4	12,4	12,1	11,7	11,2
GRAND EST	10,5	10,7	10,9	11,1	11,0	11,3	11,5	12,0	12,7	12,9	12,8	12,1	11,7	11,0
HAUTS-DE-FRANCE	12,5	12,7	12,4	12,7	12,7	12,7	12,8	13,4	13,9	13,9	12,7	13,4	13,0	12,4
ILE-DE-FRANCE	17,0	17,4	17,4	17,7	17,5	18,2	18,1	18,7	19,7	20,0	19,9	19,7	19,4	18,7
NORMANDIE	10,5	10,6	10,6	11,0	10,7	10,8	11,0	11,4	11,6	11,6	16,7	11,1	11,0	10,4
NOUVELLE-AQUITAINE	9,5	9,9	11,1	11,9	11,8	12,3	12,5	13,0	12,6	12,2	12,7	11,5	11,0	10,2
OCCITANIE	10,0	10,2	10,6	11,1	10,9	11,4	11,6	12,2	12,3	12,2	12,3	11,3	10,8	10,0
PAYS DE LA LOIRE	8,9	9,0	9,5	10,1	9,9	10,2	10,4	10,9	11,2	11,2	11,6	10,7	10,1	9,1
PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	12,6	12,7	12,9	13,3	13,0	13,4	13,6	14,4	14,8	14,9	14,0	13,8	13,0	12,1
OUTRE-MER	19,2	20,0	20,4	21,0	21,3	20,8	19,6	17,8	15,4	15,6	15,8	16,0	18,9	18,7
France	11,8	12,0	12,3	12,6	12,5	12,9	13,0	13,6	14,0	14,1	13,9	13,4	13,1	12,3

Carte des comportements de paiement des structures publiques et privées françaises en région au 2^{ème} trimestre 2026



Légende

- >13 jours
- 11 à 13 jours
- 10 à <11 jours
- <10 jours

Les comportements de paiement des structures publiques et privées françaises par taille

	T1 2023	T2 2023	T3 2023	T4 2023	T1 2024	T2 2024	T3 2024	T4 2024	T1 2025	T2 2025	T3 2025	T4 2025	T1 2026	T2 2026
1 à 9 salariés	11,2	11,5	12,0	12,4	12,3	12,8	12,8	13,3	13,6	13,7	13,6	13,1	12,6	11,7
10 à 49 salariés	11,6	11,5	11,1	11,5	11,4	11,7	12,0	12,5	12,7	13,0	12,7	12,1	11,8	11,1
50 à 249 salariés	12,6	12,5	12,3	12,9	12,9	12,7	12,9	13,5	14,2	14,4	14,1	13,8	13,7	13,4
250 à 999 salariés	15,5	15,0	14,8	15,4	15,4	14,7	14,8	15,1	16,0	16,3	16,3	16,0	15,5	15,3
1000 salariés et plus	18,1	17,7	17,5	18,7	18,8	17,8	17,6	17,8	19,6	20,6	20,8	20,9	20,1	19,6
France	11,8	12,0	12,3	12,6	12,5	12,9	13,0	13,6	14,0	14,1	13,9	13,4	13,1	12,3

Top 5 et Flop 5 des comportements de paiement des structures privées françaises par activité au 2^{ème} trimestre 2026

Les retards les plus courts			Les retards les plus longs		
Secteur	Activités	Jours de retard	Secteur	Activités	Jours de retard
Commerce de détail	Sport & loisirs	8,0	Services aux entreprises	Sécurité	27,5
Construction	Bâtiment	8,2	Immobilier	Promotion immobilière	26,3
Commerce de détail	Bricolage & équipement du foyer	8,7	Communication	Films & son	23,6
Industrie	Bois, matériaux de construction	9,0	Commerce au détail	Vente hors magasin (e-commerce)	23,4
Industrie	Réparation, maintenance	9,3	Commerce interentreprises	Textile, habillement	19,4

Les comportements de paiement des structures privées françaises par activité

	T1 2023	T2 2023	T3 2023	T4 2023	T1 2024	T2 2024	T3 2024	T4 2024	T1 2025	T2 2025	T3 2025	T4 2025	T1 2026	T2 2026
Agriculture														
Chasse, pêche, forêt	10,9	11,8	13,0	13,8	12,9	12,9	12,6	12,5	13,0	12,5	12,0	11,9	11,6	11,0
Culture	10,5	10,6	12,3	12,9	13,1	13,1	13,5	14,1	14,0	14,3	14,5	14,4	14,5	14,3
Élevage	10,0	9,5	11,7	13,2	13,0	11,9	12,0	12,9	13,8	13,7	13,8	13,7	13,8	13,5
Construction														
Bâtiment	8,0	8,5	9,2	9,7	9,5	9,3	9,1	9,2	8,5	8,3	8,2	8,1	8,3	8,0
Travaux publics	13,4	13,6	13,7	13,6	13,7	13,3	13,6	13,4	12,4	12,3	12,2	11,9	12,3	11,9
Promotion immobilière	24,7	26,3	26,5	27,1	26,8	26,8	25,3	25,8	26,5	26,3	25,1	25,3	26,6	25,9
Agences immobilières	16,2	17,3	16,5	17,0	17,5	21,7	23,6	25,6	27,2	28,8	26,9	22,4	19,1	15,7
Autres activités immobilières	17,5	17,6	18,6	20,0	20,2	19,9	19,6	20,8	23,7	23,2	23,1	23,6	23,9	23,2
Commerce de détail														
Commerce & réparation véhicules	10,2	10,0	10,5	10,9	10,8	10,7	10,8	11,2	11,5	11,6	11,6	10,7	10,3	10,2
Magasins multi-rayons	12,1	10,8	10,9	11,5	11,1	9,8	9,9	10,5	10,4	11,0	11,8	11,0	11,3	10,9
Détail alimentaire	13,5	13,6	13,2	12,9	12,0	12,3	12,7	13,5	14,0	14,2	14,4	12,3	11,8	11,4
Bricolage & équipement du foyer	9,4	9,5	9,4	9,5	9,3	9,5	9,6	9,8	9,7	9,6	9,6	9,2	9,0	8,5
Sport & loisirs	10,5	10,2	10,2	9,9	9,1	10,1	10,7	11,1	10,9	10,7	10,4	9,6	8,6	7,4
Commerce d'habillement	16,1	17,0	16,7	15,4	13,9	14,2	14,6	14,5	14,3	14,0	14,4	15,1	14,1	13,0
Soin de la personne & optique	10,3	10,5	9,9	9,6	9,2	12,9	13,8	16,4	18,1	16,9	14,1	13,3	12,6	11,4
Vente hors magasin	16,3	18,1	18,6	18,2	16,8	20,3	21,3	25,2	27,0	27,2	25,5	26,3	24,6	22,0
Autres commerces de détail	13,1	14,1	14,5	14,5	13,5	14,4	15,4	16,6	17,5	17,1	16,9	14,7	12,8	10,9
Carburants & combustibles	11,0	10,8	10,8	11,7	12,3	11,7	10,8	10,5	11,4	11,2	10,8	9,5	9,3	9,1
Commerce Interentreprises														
Intermédiaires du commerce	12,9	13,4	13,3	13,5	13,4	14,4	14,9	15,3	15,6	15,9	15,5	15,1	14,8	13,7
Alimentaire	12,1	12,5	11,6	11,8	11,9	12,5	12,6	12,9	13,1	13,6	13,9	13,5	13,2	12,8
Textile, habillement	19,2	19,1	18,8	18,1	16,0	18,0	19,1	20,8	20,7	21,1	21,0	20,3	20,3	18,3
Biens domestiques	13,1	13,6	13,1	13,0	12,2	13,4	14,2	15,1	15,0	15,1	14,9	14,9	14,4	13,3
Équipements informatiques & électroniques	10,5	11,0	10,5	10,4	10,5	11,1	11,3	11,7	11,4	11,8	11,5	11,8	12,1	11,0
Machines & équipements	10,1	10,4	10,0	10,3	10,0	10,4	10,7	11,1	11,3	11,3	11,2	11,1	11,1	10,4
Matériaux de construction, sanitaire...	9,3	9,3	8,9	9,3	9,4	9,4	9,9	10,1	9,9	10,2	9,9	10,0	10,3	10,0
Autres commerces de gros	12,5	12,7	12,5	12,5	12,0	12,9	13,4	13,9	14,4	14,3	14,4	14,4	14,3	13,4
Industrie														
Industrie alimentaire	11,6	11,8	11,8	11,9	11,9	11,6	11,6	12,4	13,1	14,1	14,3	12,0	11,1	10,2
Industrie extractive	9,8	10,0	10,1	10,4	10,1	9,7	9,5	9,2	10,5	10,0	10,5	10,4	10,4	9,9
Textile, habillement, cuir	12,8	12,7	12,7	13,1	12,3	13,3	14,2	14,8	15,0	14,7	14,0	14,0	14,0	12,7
Bois, matériaux de construction	8,3	8,2	8,4	8,6	8,6	8,4	8,5	8,9	8,8	8,9	8,8	8,9	9,2	8,8
Papier, carton	8,5	8,9	9,3	9,7	9,2	9,5	9,8	9,9	9,8	10,4	10,2	10,4	11,1	10,5
Imprimerie	10,9	11,6	11,8	12,1	11,6	12,0	12,9	13,6	13,9	14,4	13,8	13,9	13,7	12,6
Énergie, Eau, Environnement	14,2	14,4	14,6	14,9	14,8	14,6	14,2	14,3	14,3	14,4	14,1	13,8	13,9	13,6
Chimie, Pharmacie	11,5	11,3	11,5	12,3	12,1	12,0	12,5	12,3	12,3	12,6	12,8	12,5	12,3	11,6
Caoutchouc, plastique	9,7	9,4	8,7	9,3	9,0	9,2	9,4	9,8	9,1	9,2	9,5	9,8	10,0	9,4
Métallurgie, mécanique	9,6	9,5	9,5	9,8	9,4	9,1	9,3	9,5	9,3	9,9	9,8	9,5	10,0	9,8
Informatique, électronique	11,8	12,0	11,9	12,5	12,6	12,2	12,1	12,8	12,6	12,8	12,5	12,1	12,1	10,9
Équipements électriques	10,5	9,9	9,6	10,1	10,3	10,1	10,1	11,1	11,3	11,3	11,1	11,1	10,6	10,1
Machines et équipements	10,6	10,5	9,9	10,1	10,2	9,9	9,9	10,3	10,0	10,0	9,8	9,8	9,8	9,4
Industrie automobile, matériel de transport	10,5	10,5	10,7	10,9	10,7	10,1	10,8	11,5	11,3	11,5	11,0	11,4	11,6	10,4
Autres industries manufacturières	10,4	10,4	11,3	11,8	11,5	12,1	12,2	12,9	13,4	13,6	13,3	13,1	13,0	11,7
Réparation, maintenance	9,3	9,4	9,5	9,7	9,5	9,3	9,3	9,5	9,2	9,4	9,4	9,5	9,5	9,1

	T1 2023	T2 2023	T3 2023	T4 2023	T1 2024	T2 2024	T3 2024	T4 2024	T1 2025	T2 2025	T3 2025	T4 2025	T1 2026	T2 2026
Information & communication														
Edition	12,5	14,3	13,3	12,7	12,8	16,8	19,3	23,4	25,3	25,2	24,7	24,6	23,9	20,3
Logiciels	12,9	14,1	14,9	15,7	15,3	17,1	17,6	18,0	17,9	18,6	19,3	19,7	19,2	17,9
Films & son	17,4	19,5	19,7	18,0	18,3	20,9	21,9	23,6	25,1	25,5	24,3	25,8	24,1	23,0
Diffusion de programmes	17,7	16,8	15,8	16,1	15,9	18,5	22,9	24,0	26,7	26,2	27,2	25,6	23,6	22,0
Télécommunications	14,8	15,0	13,9	15,0	14,5	15,1	14,6	15,1	15,7	14,8	14,6	15,7	15,0	13,9
Services informatiques	13,3	14,3	14,2	14,2	13,7	15,8	16,3	17,0	17,9	18,1	17,5	17,6	17,3	15,5
Services d'information	13,5	13,5	11,3	15,4	16,7	22,7	25,0	25,3	21,8	21,9	21,7	19,9	18,5	19,8
Transport & logistique														
Transport routier de voyageurs	14,5	15,0	15,0	14,1	14,5	15,7	16,4	17,5	19,7	19,6	19,8	18,0	16,8	14,4
Transport routier de marchandises	15,6	15,8	15,9	16,2	16,0	16,6	17,0	16,9	17,1	16,9	16,6	15,7	15,3	14,5
Transport non routier	15,6	16,1	16,1	15,6	17,1	18,3	18,2	17,6	16,9	14,7	14,0	13,9	13,3	13,7
Services de transport	15,8	15,8	15,2	15,9	15,5	15,6	15,5	16,0	16,6	16,8	16,4	15,8	16,0	15,3
Activités d'assurance et financières														
Activités financières	13,7	14,1	13,6	13,7	13,7	15,0	15,9	17,4	18,6	18,8	18,6	18,2	17,2	15,4
Activités d'assurance	11,5	12,1	9,9	10,1	10,2	15,2	16,8	18,3	21,9	22,8	22,0	21,4	19,5	16,1
Services aux entreprises														
Services techniques aux entreprises	12,9	13,2	12,5	12,6	12,5	15,1	16,1	17,4	18,5	18,6	18,0	17,6	16,4	14,0
Services administratifs aux entreprises	15,5	15,9	15,6	15,6	15,2	16,0	16,1	16,8	17,0	17,6	17,2	16,9	16,1	14,9
Activités de location	13,3	14,1	14,4	14,6	14,4	14,3	14,3	15,1	15,3	15,9	15,5	14,6	14,4	13,6
Mise à disposition de ressources humaines	15,2	16,1	14,9	14,5	13,7	14,9	15,6	16,0	16,3	16,6	15,9	15,9	15,3	14,4
Voyages	13,8	14,3	13,0	13,7	15,7	17,3	17,7	18,4	20,2	20,5	20,1	18,9	17,9	17,2
Sécurité	14,9	14,6	16,8	18,9	19,6	18,1	17,8	19,8	22,3	25,7	26,6	27,0	28,1	26,9
Nettoyage de bâtiments	13,5	14,2	15,1	15,9	15,7	16,8	17,1	17,5	17,5	17,2	16,6	15,5	14,8	13,5
Services administratifs de bureau	13,6	13,9	12,9	12,9	12,4	14,6	16,2	18,4	20,7	20,6	19,6	18,8	18,0	16,1
Autres activités de soutien aux entreprises	11,6	11,9	12,4	12,7	12,4	12,8	13,1	13,4	13,4	13,2	12,9	12,4	12,2	11,5
Hébergement, restauration, débits de boissons														
Hébergement	12,8	12,8	13,0	13,2	13,4	13,6	13,4	13,7	13,0	13,5	13,3	12,5	12,0	11,4
Restauration	19,1	19,4	19,7	19,1	18,1	18,1	15,9	16,9	18,1	20,7	19,8	16,8	16,0	15,8
Débits de boissons	18,5	17,8	17,8	16,4	14,5	14,6	11,7	12,4	13,5	15,5	15,1	13,8	12,8	11,1
Services aux consommateurs														
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	20,5	21,9	22,1	21,8	21,4	21,2	21,1	24,1	25,4	24,7	24,8	21,3	17,8	15,2
Activités de réparation	8,3	8,4	9,3	9,8	10,0	10,2	10,1	11,1	10,9	10,4	10,7	10,0	9,6	8,8
Autres services à la personne	12,8	12,7	12,2	12,6	13,2	13,5	13,8	14,7	16,3	16,6	15,6	13,0	11,8	10,0
Autres activités														
Santé humaine	12,0	11,9	11,7	12,3	12,0	13,4	14,9	16,5	17,9	18,2	18,2	17,4	16,0	15,1
Action sociale	13,5	13,6	13,5	14,1	14,1	14,5	14,8	15,5	16,5	16,6	15,9	15,5	14,5	13,4
Activités culturelles	13,1	13,7	14,6	14,9	14,6	15,9	16,1	16,9	17,2	17,4	17,3	17,3	17,5	16,2
Activités sportives	14,4	14,8	16,0	16,1	15,6	16,8	16,4	16,9	17,9	17,9	17,5	15,0	13,7	12,7
Autres activités récréatives	14,7	15,1	16,2	16,5	15,7	16,3	16,1	16,4	16,8	17,1	16,7	15,0	13,3	11,7
Enseignement	11,6	11,9	11,6	12,4	12,5	12,9	12,9	14,3	15,5	15,9	15,5	15,0	14,1	13,5
Autres activités	12,2	12,3	12,4	13,0	13,2	13,6	13,1	13,6	14,7	14,6	14,3	14,3	13,7	13,6
Ensemble des activités	11,8	12,0	12,3	12,6	12,5	12,9	13,0	13,6	14,0	14,1	13,9	13,4	13,1	12,3

Retards de paiement par catégorie juridique secteur privé et secteur public

Secteur privé	T1 2024	T2 2024	T3 2024	T4 2024	T1 2025	T2 2025	T3 2025	T4 2025	T1 2026	T2 2026
Société commerciale	11,8	12,5	12,6	13,1	13,2	13,4	13,2	12,6	12,1	11,6
Entrepreneur individuel	13,1	13,4	13,7	14,1	13,5	12,2	12,1	11,9	12,0	11,6
Association loi 1901 ou assimilé	11,3	11,4	11,6	11,9	13,7	13,8	13,7	13,5	13,3	13,1
Secteur public	T1 2024	T2 2024	T3 2024	T4 2024	T1 2025	T2 2025	T3 2025	T4 2025	T1 2026	T2 2026
Dont Collectivité territoriale	13,5	12,7	12,4	12,7	13,8	13,6	13,3	13,3	12,8	12,7
Etablissement public ou régie à caractère industriel ou commercial	16,4	16,1	15,6	15,7	16,5	16,9	16,4	16,2	15,6	14,9
Établissement d'hospitalisation	21,6	20,6	20,1	20,5	21,0	21,7	22,8	24,3	24,6	24,1
Ensemble	T1 2024	T2 2024	T3 2024	T4 2024	T1 2025	T2 2025	T3 2025	T4 2025	T1 2026	T2 2026
Secteur privé	11,9	12,5	12,6	13,1	13,3	13,3	13,1	12,6	12,2	11,7
Secteur public	13,9	13,3	12,9	13,6	14,7	14,8	14,5	14,8	14,2	14,0
Ensemble	12,5	12,9	13,0	13,6	14,0	14,1	13,9	13,4	13,1	12,3

ANNEXES

Note méthodologique

Le programme DunTrade®, une observation factuelle de la réalité des paiements

Les membres du premier réseau mondial d'informations économiques et financières Dun & Bradstreet, dont Altares fait partie, ont initié il y a 50 ans aux États-Unis et 40 ans en France et en Europe, un programme exclusif de collecte d'informations de paiement provenant directement de la comptabilité client de 15 000 sociétés participantes. Ce programme DunTrade® analyse en permanence les retards de paiement par rapport aux conditions contractuelles. Le programme offre une observation factuelle de la réalité des paiements. Il comptabilise plus de 171 millions d'expériences commerciales réelles permanentes (relations clients-fournisseurs) dans le monde sur 37 millions d'entreprises, dont 8 millions en France sur 2,2 millions d'entreprises.

Altares, membre du réseau mondial Dun & Bradstreet, s'appuie sur le programme DunTrade® pour réaliser et publier régulièrement ses analyses des comportements de paiement des organisations privées et publiques en France et en Europe mais aussi pour enrichir ses modèles de score. Altares est contributeur de l'Observatoire des délais de paiement.

Définition et calcul du retard de paiement

Le retard de paiement, analysé par le programme DunTrade® se définit comme tout paiement effectué au-delà du terme convenu contractuellement. C'est également la définition retenue par le Parlement européen et le Conseil de l'Union Européenne dans l'élaboration de la directive 2011/7/UE sur la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales adoptée le 16 février 2011.

Le retard de paiement, calculé par Altares, correspond donc à l'écart mesuré en jours entre la date de règlement (ou date de l'analyse si le règlement n'a toujours pas été effectué) et la date d'échéance portée en facturation. Les retards calculés pour une même structure (unité légale) sont pondérés par les montants des factures.

Les règles

En France, la Loi de Modernisation de l'Economie, votée le 4 août 2008, a mis en place un plafonnement des délais de paiement interentreprises. Le délai par défaut est de 30 jours à compter de la date d'émission de la facture et ne peut dépasser 60 jours nets (ou 45 jours fin de mois). Les acheteurs publics pour leur part doivent honorer le paiement à réception de la facture sous 30 jours (Etat, collectivités et leurs établissements publics) ou 50 jours (établissements publics de santé et du service de santé des armées) voire 60 jours (entreprises publiques).

En cas de retard de paiement, des pénalités sont exigibles sans qu'un rappel ne soit nécessaire. De plus, le décret n°2012-1115 du 2 octobre 2012 fixe à 40 euros le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Des délais de paiement spécifiques sont prévus sous certaines conditions pour quelques produits alimentaires tels que des produits agricoles et alimentaires périssables, et de boissons notamment alcoolisées. Les délais sont également particuliers dans les transports tels que le transport routier de fret ou la location de voiture avec ou sans conducteur, mais aussi dans les secteurs saisonniers tels que les articles de sport ou le commerce de jouets. Par ailleurs, la loi Sapin II (9 décembre 2016) a instauré un délai de 90 jours pour les achats de biens et services en franchise de TVA et livrés hors de l'Union Européenne » (hors grandes entreprises).

Le non-respect de ces règles est passible d'une amende administrative dont le montant ne peut excéder 75 000 euros pour une personne physique et 2 millions d'euros pour une personne morale (montants doublés en cas de répétition de la faute). La sanction est publiée systématiquement sur le site de la DGCCRF et sur un support habilité à recevoir des annonces légales.

Les règles à connaître (DGCCRF) :

https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/dgccrf/documentation/fiches_pratiques/fiches/delais-de-paiement.pdf?v=1646318467

Nomenclature d'activités

Les statistiques de retards par activité s'appuient sur la nomenclature des activités françaises NAF révisée au 1er janvier 2008. (Voir en annexe la distribution des secteurs d'activité et les codes NAF qui leur sont associés dans les études trimestrielles Altares).

Secteurs d'activité analysés et codes NAF associés

Secteurs Activités	Codes NAF associés
AGRICULTURE	
Chasse, pêche, forêt	017 à 03
Culture	011 à 0113 ET 016 sauf 0163Z
Elevage	014 à 015 et 0163Z
CONSTRUCTION	
Bâtiment	412 à 43
Immobilier	411 et 68
COMMERCE	
Commerce & réparation de véhicules	45
Commerce de détail	47
Commerce de gros	46
INDUSTRIE	
Industrie agroalimentaire	10 à 12
Industrie hors agroalimentaire	05 à 09 et 13 à 39
INFORMATION & COMMUNICATION	
Services informatiques & édition de logiciels	5821 à 5829
Autres activités information & communication (Edition, production, télécommunication, diffusion de programme, information)	5811 à 5819 ET 59 à 61 ET 62 à 6312 et 6391 ET 6399
TRANSPORT & LOGISTIQUE	
Transport routier de marchandises	4941 à 4950
Autres activités de transport	4910 à 4939 et 50 à 53
ACTIVITES FINANCIERES & D'ASSURANCE	
Activités financières et d'assurance	64 à 66 hors 6420Z
SERVICES AUX ENTREPRISES	
Activités scientifiques et techniques	69 à 75 et 9601A
Services administratifs aux entreprises	77 à 82 et 6420Z
SERVICES AUX PARTICULIERS	
Activités de réparation	95
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	9602 ET 9604
Autres services à la personne	9601B ET 9603Z et 9609 à 98
HEBERGEMENT, RESTAURATION, DEBITS DE BOISSON	
Hébergement	55
Restauration	56 sauf 5630
Débits de boissons	5630
AUTRES ACTIVITES	
Santé humaine & action sociale	86 à 88
Activités récréatives	90 à 93
Enseignement	85
Autres activités	94 et 99



Altares

Tour Landscape
6, Place des Degrés
CS 40344
92045 La Défense CEDEX
contact@altares.com
Tél : 01 41 37 50 00

Directeur des études

Thierry Millon
Thierry.Millon@altares.com
Tel : 04 72 65 15 51

Relations presse

Urielle Dutartre
urielle.dutartre@coriolink.com
06 62 82 71 62

Loréane Cabezuelo
loreane.cabezuelo@coriolink.com
07 86 80 45 26

Paris

Tour Landscape
6, Place des Degrés
CS 40344
92045 LA DEFENSE CEDEX
France
+33 (0)1 41 37 50 00

www.altares.com

Bruxelles

Inter Access Park
Pontbeekstraat 4
1702 Dilbeek, Belgique
+32 (0)2 481 83 00

www.altares.be

www.altares.lu

Rotterdam

Otto Reuchlinweg 1094
3072 MD Rotterdam
Pays-Bas
+31 (0)10 710 95 60

www.altares.nl

Altares-D&B,

Tour Immeuble Landscape, 6 Place des Degrés CS 40344, 92045 La Défense | Tél. : 01 41 37 50 00 |

SAS au capital de 2.404.714,02 € | RCS Nanterre B 572 014 199 | SIREN 572014199 |

TVA FR 89 572 014 199 NAF 7022Z | D-U-N-S® Number 275454064 | Email : contact@altares.com | www.altares.com